

Hawe Bouba



Parmi les 20 millions d'habitants du Cameroun, certaines communautés s'auto-identifient comme peuples autochtones. Cela inclut les chasseurs cueilleurs Pygmées, les éleveurs Mbororo et les communautés Kirdi.

Bien que les termes « autochtones » et « minorités » apparaissent dans le préambule de la Constitution de la République du Cameroun, ceux à qui ils font référence ne sont pas énoncés clairement. Pourtant, avec le développement de la législation internationale, le terme autochtone est de plus en plus couramment utilisé, à la fois par la société civile et par le gouvernement, pour faire référence aux groupes d'éleveurs, de chasseurs-cueilleurs et de montagnards cités ci-dessus.

Les pygmées représentent environ 0,4% de la population Camerounaise. Au Cameroun, le terme pygmée est employé pour faire référence à trois groupes distincts : Les Bakola ou Bagyeli dont le nombre est estimé à 4000 individus, les Baka qui seraient environ 40000 et les Bedzan constitués de quelques 300 personnes. Les Baka sont présents dans

les parties est et sud du Pays. Les Bakola et les Bagyéli vivent dans une zone d'environ 12.000km² au sud du Cameroun, et sont particulièrement présents dans les districts d'Akom II, de Bipindi, de Kribi et de Lolodorf. Les Bedzan vivent dans la région du centre, au nord ouest du département du Mbam, dans la zone de Ngambé-Tikar.

Les Mbororo qui vivent au Cameroun seraient plus d'un million soit approximativement 12 % de la population totale. Ils vivent principalement aux abords des frontières avec le Nigeria, le Tchad et la République Centrafricaine. Trois groupes Mbororo vivent au Cameroun : Les Woodabe présents dans les régions du nord Cameroun, les Jafun que l'on retrouve dans le nord-ouest, l'ouest, l'Adamawa et les régions de l'est et les Galegi aussi connus sous le nom d'Aku qui vivent principalement dans l'est, l'Adamawa et les régions de l'ouest et du nord-ouest.

Les Kirdi, dont l'effectif populationnel n'est pas connu, vivent dans la haute chaîne des montagnes Mandara du nord-Cameroun.

Le Cameroun a voté en faveur de la Déclaration des Nations Unies sur les Droits des peuples Autochtones (UNDRIP) en 2007 mais n'a pas ratifié Convention 169 de l'Organisation internationale du Travail (OIT).

Évènements en 2019

En 2019, la situation des droits de l'homme des peuples autochtones au Cameroun est toujours caractérisée par leur prise au piège dans les conflits existants : Conflits dans les régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest, la recrudescence des attaques du groupe terroriste Boko Haram dans la région de l'Extrême Nord, et l'insécurité causée dans l'Adamawa par la présence de groupes armés pratiquant des prises d'otages et des enlèvements avec demande de rançons.

L'année 2019 a également été marquée par la mobilisation des Peuples autochtones et des femmes à travers différents événements tels que les assemblées générales des réseaux de peuples autochtones, la tenue d'ateliers et de conférences et la participation à la Journée internationale des Peuples Autochtones.

Changements législatifs

Deux projets de lois importants ont été adoptés fin 2019 :

- un projet de loi sur la décentralisation donnant plus d'autonomie et de pouvoir aux Régions et aux conseils locaux ;
- un projet de loi portant sur le statut spécial des deux régions anglophones du Cameroun.

L'adoption de ces lois comptait parmi les recommandations les plus importantes formulées lors du Grand Dialogue National/ *Major National Dialogue* organisé du 30 septembre au 4 octobre 2019 et visant à ramener la paix au Cameroun et en particulier dans les régions anglophones.

Les révisions de la loi sur la forêt et la faune de 2004 et de la loi relative au régime foncier de 1974, lois auxquelles la société civile et les peuples autochtones ont fait d'importantes contributions, sont toujours en cours.

Le Grand Dialogue National

Le 10 septembre 2019, le chef de l'Etat Paul Biya a annoncé la tenue d'un Grand Dialogue National dont l'objectif est de trouver une solution durable au conflit dans les deux régions anglophones du pays. La responsabilité du dialogue a été confiée au premier ministre, M. Joseph Dion Ngute. Celui-ci a commencé par mener de vastes consultations avec l'ensemble des parties prenantes du conflit, y compris les représentants autochtones.

Les représentants des éleveurs Mbororo se sont regroupés au sein des associations MBOSCUA (*Mbororo Social and Cultural Association*) et AIWO-CAN (le réseau Afrique centrale de l'organisation Africaine des femmes autochtones). Les Mbororo ont exprimé leurs préoccupations au premier ministre dans une déclaration qui comprenait également plusieurs recommandations exposant pourquoi ils devraient constituer un élément important du dialogue national et comment ils pouvaient participer activement au processus de paix¹.

Dans sa réponse, le premier ministre a remercié la communauté Mbororo de la manière suivante :

« Alors que les pourparlers sur le Grand Dialogue National se poursuit au Cameroun, je voudrais remercier la communauté Mbororo pour sa volonté de pardon et de réconciliation. Je sais combien vous avez souffert de la crise. Ensemble, nous allons rétablir la paix et la prospérité »².

Le premier ministre a ensuite proposé que lui soit transmis une liste de noms incluant des jeunes, des femmes et des victimes afin qu'ils participent au Grand Dialogue National qui s'est tenu du 30 septembre au 4 Octobre 2019 et qui a réuni les principaux acteurs du conflit : les groupes séparatistes armés, les institutions gouvernementales, les chefs religieux, la société civile, les parties politiques, les peuples autochtones et des personnalités de la diaspora. Quelques représentants des populations Mbororo et un représentant des chasseurs-cueilleurs ont pris part au dialogue en participant notamment au groupe de travail relatif à la reconstruction, la réinstallation et l'emploi des jeunes.

Le conflit civil et ces effets sur les éleveurs Mbororo

Le conflit civil qui touche les deux Régions anglophones du Cameroun (nord ouest et sud ouest) ont fortement affectés les Mbororo au cours de l'année 2019 : meurtres, enlèvements, demandes de rançons, interdiction des écoles et du commerce. Depuis 2017, la fréquentation des écoles a été interdite par les sécessionnistes dans les deux régions. Les transports publics et la liberté de circulation pour les entrepreneurs et commerçants ont été interdits les lundis et certains jours ouvrés. Les conséquences ont été sévères pour les Mbororo avec 272 personnes assassinées, 187 femmes violées, 6.000 enfants interdits d'écoles et quelques 187 430 000 FCFA de rançons payées aux groupes séparatistes par les populations Mbororo³. Certaines communautés Mbororo ont résisté aux groupes armés en s'organisant en groupe d'autodéfense ce qui leur a permis de ne pas se faire déposséder de leurs terres et de leurs maisons ni d'être déplacés. Malgré les efforts déployés pour mettre fin aux violences et le retour à la paix

¹ NOSO Dion Ngute Cameroun TT237

² NOSO Dion Ngute Cameroun TT237

³ Courrier Confidentiel, Afrique Media23 Décembre 2019 : les Mbororo répondent au congrès Américain.

prôné par le Grand Débat National, le nombre de morts par assassinat ne cesse d'augmenter parmi les populations Mbororo.

En 2019, de nombreuses familles, emportant leurs troupeaux, ont fui vers d'autres Régions, notamment les Régions de l'ouest et du centre où se trouvent des zones de pâturage. Elles vivent maintenant dans la peur du surpâturage, du manque de ressources et de l'émergence de conflits avec les agriculteurs. La situation générale des populations Mbororo est aujourd'hui très précaire et de plus en plus de famille vivent dans la pauvreté faisant craindre une recrudescence de la délinquance juvénile au sein de la communauté.

Les populations espèrent que les recommandations du Grand Dialogue National seront suivies et pleinement mises en œuvre afin que la paix soit rétablie dans les deux Régions et que puisse commencer le retour des personnes déplacées parmi lesquelles on compte des milliers d'éleveurs Mbororo.

Peuples autochtones, REDD+ et changement climatique

Le processus REDD+ au Cameroun se veut inclusif et intègre la participation des peuples autochtones, des organisations de la société civile, du gouvernement, des instituts de recherches et des communautés locales qui sont considérés comme des acteurs majeurs. La mise en œuvre de la stratégie nationale repose sur un Comité de Pilotage qui constitue l'organe décisionnel. Ce comité comprend un représentant des peuples autochtones. En 2018, la Plateforme « REDD+ et les Peuples Autochtones du Cameroun », le PREPAC, a été créée afin de permettre une participation pleine et effective des peuples autochtones. C'est également en 2018 que le Cameroun a finalisé sa stratégie nationale REDD+ et que son R-Package a été évalué positivement, rendant le Cameroun éligible à une subvention supplémentaire de 5 millions de dollars de la Banque mondiale dans le cadre du Fond de partenariat pour le Carbone forestier (FPCF) et afin de finaliser les dernières études importantes.

Ces études comprennent : i) une étude sur les mécanismes de partage des bénéfices et de résolution de conflits et ii) une étude sur les politiques de sauvegardes environnementales et sociales. Une partie de la subvention a été allouée à la plateforme REDD+ et le changement climatique pour la participation de la société civile et à la plateforme PREPAC dédiée à la participation des peuples autochtones.

En 2019, le PREPAC a tenu plusieurs réunions en partenariat avec la GIZ (*German development agency Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit GmbH*) afin de préparer son plan d'action qui doit être exécuté dans les deux prochaines années et financé par la subvention complémentaire allouée par la Banque Mondiale.

Le plan d'action du PREPAC prévoit des activités importantes telles que le développement d'outils que les peuples autochtones peuvent utiliser pour suivre et évaluer les projets REDD+ qui se déroulent sur leurs terres ou dans les lieux où ils vivent. Il prévoit également le développement d'un outil permettant de poursuivre le suivi et l'évaluation des projets REDD+ conformément à la Politique de sauvegarde environnementale et sociale (*Environmental and Social Safeguards Policies - SESAP*).

Malheureusement, fin 2019, la Banque mondiale a annoncé l'annulation de la subvention supplémentaire en raison de retards imputables au gouvernement.

La plateforme des peuples autochtones et la Plateforme de la société civile ont organisé une réunion d'une journée le 12 novembre pour dénoncer la décision unilatérale de la Banque mondiale d'annuler la subvention complémentaire. Une note de position a été

rédigée et envoyée à l'Assemblée générale du Fonds de Partenariat pour le Carbone Forestier (FPCF), demandant l'annulation de cette décision. Dans la foulée, la Banque Mondiale a convoqué toutes les parties prenantes à une série de réunions au début du mois de janvier 2020. Les deux plateformes ont clairement fait savoir à la Banque qu'elles désapprouvent la décision d'annuler la subvention et qu'elles participeront à une nouvelle pétition durant l'Assemblée générale du FPCF, qui aura lieu en avril 2020.

Malgré tout, les peuples autochtones ont participé à des ateliers relatifs au programme d'investissement forestier, l'un des programmes de mise en œuvre de REDD+. Le programme, qui devrait être financé par l'Initiative pour les Forêts d'Afrique Centrale (CAFI), comporte des composantes qui intéressent les peuples autochtones, notamment dans le secteur du tourisme et dans le domaine de la gestion durable des forêts.

Célébration de la Journée internationale des peuples autochtones

Le 9 août 2019, s'est tenu au Hilton de Yaoundé à l'occasion de la 25e édition de la Journée internationale des peuples autochtones, un symposium national sur le développement des peuples autochtones. L'objectif général était de définir les grandes lignes du cadre stratégique pour le développement des peuples autochtones au Cameroun. L'événement a débuté par une cérémonie officielle au cours de laquelle des discours ont été prononcés par le représentant du délégué du gouvernement auprès de la mairie de Yaoundé, le représentant d'un leader autochtone (le président national de MBOSCUA) et la ministre des affaires sociales, Mme NGUENE Pauline Irene.

Ont participé à l'événement des représentants des administrations publiques, des partenaires du développement, des promoteurs de programmes et de projets, les organisations de la société civile et les populations autochtones.

Les principales recommandations issues des discussions sont les suivantes :

- La finalisation et publication des résultats de l'étude sur l'identification des populations autochtones au Cameroun ;
- L'identification des mécanismes permettant d'améliorer l'accès à une information de qualité pour les peuples autochtones ;
- La nécessité de sensibiliser les communautés autochtones dans leurs langues afin que l'information leur soit plus accessible ;
- La mise en œuvre d'un plan national de développement pour les populations autochtones autour des huit axes identifiés qui sont notamment : la santé, l'éducation, la formation et l'insertion socioprofessionnelle, le développement économique, la participation politique et la citoyenneté, l'accès à la terre et aux ressources naturelles, la promotion de la culture et la promotion de l'accès à l'information.

Les célébrations de la journée internationale des peuples autochtones se sont poursuivies au niveau régional sous l'égide des services régionaux du ministère des affaires sociales. Les peuples autochtones en collaboration avec des organismes gouvernementaux et des organisations de la société civile, ont participé aux célébrations, notamment dans les districts d'Abong-Mbang et de Bertoua dans la région de l'Est, et dans les régions de l'Adamawa, de l'Ouest et du Centre.

6^{ème} session du Comité Intersectoriel de Suivi des programmes et projets impliquant les Populations Autochtones Vulnérables (CISPAV)

La Journée internationale des peuples autochtones a également été marquée par la tenue de la 6^{ème} session du CISPAV⁴ (Comité intersectoriel de suivi des programmes et projets impliquant les populations autochtones vulnérables). Ont participé à cet événement les membres statutaires qui sont des administrations publiques, des partenaires de développement internationaux et nationaux, des organisations de la société civile, des organisations de peuples autochtones et le secrétariat technique du CISPAV. La session a fait le point sur les programmes et les projets qui ont été réalisés en 2019 pour la promotion des peuples autochtones au Cameroun.

L'assemblée générale du réseau « Gbabandi », la plateforme des peuples chasseurs-collecteurs autochtones des forêts du Cameroun

Les peuples autochtones des forêts du Cameroun ont créé une plateforme réunissant les organisations autochtones et les leaders des communautés et permettant de débattre des questions spécifiques aux communautés forestières autochtones. Cette plateforme rassemble les communautés autochtones Baka, Bagyéli, Bakola.

L'objectif principal du réseau est d'harmoniser et de coordonner le travail et les acquis des organisations et des dirigeants autochtones afin d'éviter les doubles emplois et les conflits d'intérêts qui peuvent résulter d'un simple manque de communication - ainsi que de parler d'une seule voix afin de représenter efficacement les communautés autochtones des forêts aux niveaux national et international.

En 2019, la plateforme a organisé sa deuxième assemblée générale dans la forêt communautaire de Nomedjoh, dans la localité de Lomié, dans la région de l'Est. Les principales recommandations qui ont été faites sont :

- Les organisations de peuples autochtones devraient gérer des projets impliquant leurs communautés de manière transparente ;
- La plateforme devrait travailler plus rigoureusement pour soulever des questions spécifiques aux communautés autochtones forestières du Cameroun ;
- Les femmes et les jeunes devraient être davantage impliqués dans toutes les étapes de la mise en œuvre d'activités de développement à destination des communautés autochtones ;
- La représentation des peuples autochtones au parlement devrait être effective ;
- L'État devrait assurer plus de transparence et de justice dans les initiatives gouvernementales en faveur des communautés indigènes.

L'assemblée Générale de MBOSCUDA

Les éleveurs Mbororo, sous l'égide de leur organisation faîtière, l'Association pour le développement social et culturel des Mbororo (MBOSCUDA), ont tenu leur assemblée générale les 28 et 29 juin 2019 dans la capitale économique Douala, et ce conformément au principe de rotation de cet important rassemblement. C'est un événement très attendu par les Mbororos dans tout le pays car tous les Mbororos se sentent membres même s'ils n'ont jamais été enregistrés ou n'ont jamais payé de cotisation. L'assemblée générale se tient tous les quatre ans. C'est le moment de faire le point sur les activités et

⁴ Créé par l'arrêté ministériel n° 022/A/MINAS/SG/DSN du 6 août 2013 par le ministère des affaires sociales.

les réalisations de l'association et de planifier l'avenir. Elle donne également lieu à des changements au sein du bureau exécutif par le biais d'élections ou de nominations par consensus. En 2019, cinq candidats se sont présentés à une élection très disputée. Bien qu'elle n'ait pas été élue pour des questions culturelles et religieuses, c'était la première fois qu'une femme se présentait au poste de président de l'exécutif national. Après deux jours de travail et de festivités, un nouveau bureau exécutif dirigé par un jeune homme a été désigné pour les quatre années à venir.

Réunion préparatoire pour Beijing +25

Du 3 au 6 décembre 2019, des femmes autochtones de 15 pays d'Afrique et d'Amérique latine se sont réunies à Yaoundé, au Cameroun, pour une conférence régionale en préparation de Beijing +25. L'objectif était de discuter des progrès réalisés dans la préparation du processus Beijing +25 et de préparer la deuxième Conférence mondiale des femmes autochtones/ *Indigenous Women's world conference* qui se tiendra en 2020. Les conclusions de la conférence régionale sont que depuis 1995, les femmes autochtones ont fait des progrès significatifs dans la défense de leurs droits notamment en renforçant leurs capacités et en participant à de nombreuses réunions et processus nationaux, régionaux et internationaux, qui ont tous renforcé le leadership et la participation politique des femmes autochtones d'Afrique. En dépit de ces avancées, les femmes et les filles sont toujours confrontées à de nombreux défis tels que la discrimination et la marginalisation, l'injustice environnementale, la violence sexiste, le manque d'accès à l'éducation, le manque d'accès à la propriété et aux droits fonciers, les meurtres tribaux, la faible représentation politique, le manque de participation effective aux postes de décision, l'insuffisance et l'inaccessibilité des services sociaux et les conflits armés. Des recommandations fortes ont été faites aux gouvernements, aux Nations Unies, à la communauté internationale ainsi qu'aux femmes autochtones et à leurs organisations.

Hawe Hamman Bouba est experte en droits de l'homme et en droit humanitaire. Elle est membre du groupe de travail sur les peuples/communautés autochtones de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, membre de la Commission Nationale Camerounaise des Droits de l'Homme et des Libertés et présidente de l'Organisation des Femmes Autochtones Africaines - Réseau d'Afrique Centrale (AIWO-CAN). Hawe Hamman Bouba a écrit cet article avec la contribution de Oumarou Habane Secrétaire général adjoint de MBOSCUA.

Source : IWGIA *The Indigenous World* 2020. Traduction de l'anglais par **Marine Robillard**

Hawe Hamman Bouba et **Marine Robillard** sont membres du réseau des experts du GITPA pour l'Afrique centrale